



Note d'éducation permanente
de l'ASBL Fondation Travail-Université (FTU)
N° 2013 – 11, octobre 2013
www.ftu.be/ep

Précaires et stigmatisés

Les effets du chômage et de son accompagnement sur les travailleurs sans emploi

L'évolution du contexte socio-économique ces 30 dernières années a entraîné des transformations majeures dans le monde du travail au premier rang desquelles la massification du chômage et l'accroissement des formes de travail précaires. Des analyses sociologiques du contexte socio-économique ont mis en évidence qu'une des causes majeures de ce phénomène est le déficit structurel de création d'emplois convenables dans de nombreuses régions, dû notamment à l'augmentation de la compétition internationale.

DES INÉGALITÉS FACE À LA MASSIFICATION DU CHÔMAGE

Ce manque structurel d'emplois, comme c'est actuellement le cas en la Wallonie et à Bruxelles, a également entraîné une modification au niveau du fonctionnement du marché du travail. En particulier, les rapports sociaux entre employeurs et travailleurs sont régis bien plus qu'auparavant par des mécanismes de sélectivité drastique, de déqualification en cascade et de sur-sélection, ce qui joue largement en défaveur des groupes sociaux les plus faibles (1).

L'accès à l'emploi est donc rendu plus difficile pour les groupes marqués par un niveau d'instruction et de qualification faible, mais aussi pour ceux qui font l'objet d'une forme de stigmatisation comme les travailleurs âgés, les personnes d'origine étrangère, les femmes et les chômeurs. En effet, les analyses sociologiques portant sur les liens entre les diverses positions et trajectoires des individus mettent clairement en évidence le poids significatif sur l'entrée et la durée du chômage du niveau de diplôme, des trajectoires scolaires (type d'orientation et de qualification, niveau de réussite ou nombre d'échecs) et l'obtention d'un premier emploi dans les trois à six premiers mois après la sortie de l'école.

LES EFFETS DU CHÔMAGE SUR LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Dans le contexte contemporain de pénurie et de précarité de l'emploi, de nombreuses recherches se sont interrogées sur l'ampleur des risques produits par

cette situation et sur la manière dont ces effets s'exercent sur les individus en privation d'emploi. Cette question est d'autant plus cruciale que le chômage actuel est un phénomène massif, généralisé et fondé sur la longue durée.

Des travaux en sociologie et en psychologie sociale portant sur la précarité de l'emploi et du chômage (2) ont ainsi mis en évidence le caractère multidimensionnel des inégalités vécues et subies par les personnes sans emploi ou avec une relation fragile à l'emploi : difficultés à la fois au niveau économique – modicité de revenus, surendettement – au niveau socio-professionnel – statut insécurisant, dépendance aux allocations sociales et revenus de remplacement – au niveau social, culturel – qualifications obsolètes, peu de formation continue – et d'ordre symbolique – manque de confiance en soi, stigmatisation et sentiment de honte.

De nombreuses recherches en psychologie sociale ont porté en particulier sur les effets du chômage sur le plan social et psychologique. Leurs résultats aujourd'hui, ne laissent aujourd'hui planer aucun doute (3) : le chômage a bien un effet délétère sur la santé mentale en termes de baisse de l'estime de soi et de honte ainsi que sur les attitudes face au travail et sur la réinsertion professionnelle – démotivation.

LA STIGMATISATION : UN EFFET DÉLÉTÈRE SUR LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Différentes théories explicatives sont mobilisées pour expliquer ces phénomènes, au premier rang desquels celle basée sur le phénomène de « stigmatisation » dont les chômeurs sont victimes. Selon cette théorie, le fait de se voir attribuer une étiquette négative entraînerait des attitudes et des conduites qui ne font qu'accroître l'état de difficulté dans lequel se trouve la personne sans emploi. De ce point de vue, les effets du chômage sont moins le résultat de processus individuels que la conséquence des images que la société a construites à propos des chômeurs. Divers travaux empiriques ont mis en évidence le poids de ces mécanismes (4). Ils ont notamment montré que l'évocation auprès des personnes sans emploi de leur appartenance au groupe de chômeurs altère plusieurs aspects de leur fonctionnement. Cette situation met effectivement les personnes en difficulté lorsqu'il s'agit de développer leurs compétences intellectuelles et freine aussi leur capacité à être proactif. De plus, cette stigmatisation altère la qualité des démarches de recherche d'emploi en réduisant l'intention de s'investir dans ces démarches comme l'envoi de CV par exemple. Par conséquent, les conclusions de ces différentes recherches montrent que l'absence de dynamisme dont on qualifie parfois le chômeur est loin d'être la cause de son non-emploi, elle en est au contraire une de ses conséquences, en particulier lorsque les efforts de recherche d'emploi se sont soldés par des refus récurrents.

Ces éléments, tout comme les analyses portant sur le rôle joué par les facteurs macrosociaux sur le chômage et la précarité de l'emploi, mettent ainsi en évidence la part limitée de responsabilité individuelle dans cette situation.

DES MESURES D'ACTIVATION CONTRE-PRODUCTIVES POUR CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Ce constat conduit dès lors à questionner la pertinence des politiques d'insertion professionnelle qui ont pris de plus en plus la forme de dispositifs et mesures « d'activation ». Quelques recherches ont été menées sur les effets de différents dispositifs d'insertion socioprofessionnelle mis en place en Wallonie et à Bruxelles, dont le dernier en date, appelée Plan d'accompagnement et de suivi actif des chômeurs (PAC).

Deux études récentes portant sur les effets de ce plan en termes d'embauche (5) montrent que, dans le contexte actuel de pénurie d'emploi, les avertissements et les menaces de sanctions prévues dans le plan d'accompagnement ont pour effet de stimuler la sortie du chômage vers l'emploi seulement

pour certains groupes de travailleurs sans emploi, en particulier ceux dont le profil est plus favorable à l'embauche, à savoir : les travailleurs sans emploi fortement diplômés, ceux avec expérience récente d'emploi, ou encore ceux résidant dans une sous-région où le chômage est plus faible.

Pour les autres groupes de travailleurs sans emploi – chômeurs peu diplômés et/ou de longue durée, les effets du plan sont très faibles voire proche de zéro. D'autres études (6) ont même montré que les menaces de sanction étaient « contre-productives » pour ce public précarisé en termes de reprise d'emploi. En effet, l'analyse des caractéristiques socio-économiques des personnes sanctionnées par l'ONEM et prise en charge par le CPAS montre que ce public est avant tout composé de jeunes, de personnes faiblement qualifiées et de familles monoparentales. Ce constat mène l'auteur à affirmer que le plan d'activation est inégalitaire et pose un véritable problème pour les plus éloignés du marché du travail ; il précarise les plus précarisés auxquels la procédure et les exigences ne sont pas adaptées.

Au-delà des effets du plan en termes d'insertion socioprofessionnelle, d'autres recherches (7) se sont interrogées sur la manière dont les individus réagissent à ces dispositifs d'insertion sur le plan de la santé mentale et du dynamisme dans le domaine de la recherche d'emploi. Les résultats mettent en évidence qu'une mesure, qui comprend à la fois des aspects d'aide et de sanction potentielle, semble être contre-productive. Outre le désarroi des chômeurs face à la complexité administrative à laquelle ils doivent faire face, ils éprouvent un sentiment de honte et de culpabilité, qui s'accompagne de l'impression que le monde du travail ne leur est pas vraiment accessible. Or, d'autres recherches ont montré qu'avoir une vision fermée du monde du travail réduit le niveau de bien-être (8). Les résultats indiquent ainsi que le plan d'accompagnement, tel qu'il est organisé, entraîne de manière générale une diminution de l'estime de soi et de la confiance de soi des personnes qui sont censées en être les premières bénéficiaires.

Les résultats de l'ensemble de ces recherches suggèrent une remise en cause de la pertinence de ces politiques d'emploi dites actives. Si leurs objectifs sont louables, il n'en reste pas moins que sur le terrain, elles ne semblent pas conduire aux effets escomptés, tout au contraire. Et dans un contexte de pénurie d'emploi, elles contribuent, en partie au moins, à rendre le monde du travail encore plus inaccessible pour certaines catégories de chômeurs déjà éloignés de l'emploi.

Périne BROTCORNE

RÉFÉRENCES

- (1) Devillé H., (2008), *Le chômage bruxellois entre inadéquation de qualification et déqualification en cascade*, Bruxelles, Brussels Studies, n°14, janvier 2008, site www.brusselsstudies.be; Liénard G., (2007-2008, parution février 2008), « La situation de l'emploi et les responsabilités sociales », in L'Observatoire, *Revue d'action sociale et médico-sociale*, n°56/2007-2008, pp.21-28.
- (2) De la Croix D, Docquier Fr., et alii (eds) (2000), *Capital humain et dualisme sur le marché du travail*, De Boeck-Larcie.
- (3) McKee-Ryan F.M., Song Z., Wanberg C.R. et Kinicki A.J. (2005), « Psychological and Physical Well-Being During Unemployment : A Meta-Analytic Study », *Journal of Applied Psychology*, 90, pp. 53-76 ; Herman G., Liénard G., (2009), « Travail, chômage et stigmatisation », *La revue nouvelle*, janvier 2009 n°1, p. 42-49.
- (4) Bourguignon, D., Herman, G. (2007), « Au cœur des groupes de bas statut : la stigmatisation », in G. Herman (Ed). *Travail, chômage et stigmatisation : Une analyse psychosociale*. Bruxelles, Belgique: De Boeck ; Bourguignon, D., Desmette, D., Yzerbyt, V., Herman, G. (2008), « Activation

du stéréotype, performance intellectuelle et intentions d'action: Le cas des personnes sans emploi », *Revue internationale de Psychologie Sociale*, 20 (4), 123-153 ; Bourguignon, D., Desmette, D., Yzerbyt, V. & Herman, G. (2008), « Activation du stéréotype, performance intellectuelle et intentions d'action: Le cas des personnes sans emploi », *Revue internationale de psychologie sociale*, 20 (4), 123-153.

- (5) Cockx B., Dejemepe M., Van der Linden B., « L'activation du comportement de recherche d'emploi favorise-t-elle un retour plus rapide à l'emploi? », *Regards économiques*, n°85, février 2011 ; Cockx B., Dejemepe M., Van der Linden B., « Le plan d'accompagnement de de suivi des chômeurs favorise-t-il l'insertion en emploi ? » *Regards économiques*, n°49, janvier 2007.
- (6) Cherenti, R. (2009), *Les exclusions ONEM : implications pour les CPAS*, étude réalisée par la Fédération des CPAS de Wallonie avec l'aide de la Région Wallonne ; Cherenti, R. (2011), *Les sanctions ONEM : le coût pour les CPAS*, étude réalisée par la Fédération des CPAS de Wallonie avec l'aide de la Région Wallonne.
- (7) Collard J, Bourguignon D, Delroisse S. (2008), *Analyse psychosociale des processus d'insertion des individus appartenant à des publics vulnérables*, Charleroi, Cerisis, Rapport final de recherche, ministre de l'Économie et de l'emploi, IWEPS ; Lekoeuche A., sous la direction de D. Bourguignon et G. Herman (2008). *Le plan d'accompagnement des chômeurs : aide ou sanction, quelles conséquences pour le chômeur ?* Mémoire, UCL.
- (8) *Idem* que note 3.

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé](#).

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues à gvalenduc@ftu-namur.org.

**FTU – Association pour une
Fondation Travail-Université**

Rue de l'Arsenal, 5 – 5000 Namur
 +32-81-725122
 Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles
 +32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be/ep
 Site recherche : www.ftu-namur.org

Éditeur responsable : Pierre Georis



Avec le soutien de la Communauté française / Fédération Wallonie Bruxelles